



## Interprétation du *Mapping* visualisé de l'Algérie

Les femmes algériennes ont lutté et milité à côté des hommes pour l'indépendance de leur pays. Ces femmes qui ont été au maquis, bravé les dangers, ont-elles poursuivi leur militantisme pour l'édification de l'Algérie indépendante ? Autrement dit leur a-t-on accordé les mêmes droits, particulièrement en politique ?

La première variable du *mapping* concerne **l'attitude des acteurs clés** par rapport au leadership féminin et à la participation de la femme à la vie politique et au processus de décision. Celle-ci est détectée à travers les actions de ces acteurs, leurs messages et la teneur des entretiens que l'équipe de projet a eus avec eux lors des visites de terrain.

**L'impact de l'action engendrée** et initiée par ces acteurs se mesure au degré de changement réalisé et réalisable en ce qui concerne la participation des femmes à la vie politique.

La grandeur des bulles (acteurs politiques) et leur positionnement les unes par rapport aux autres sont importantes, car les deux facteurs rendent compte de l'importance non pas quantitative des acteurs-en termes de nombres d'adhérentes par exemple par les ONG- mais surtout qualitative en révélant l'étendue des acteurs, l'influence et l'impact de leur s interventions... ; de même que le positionnement rend compte des relations existant entre les différents acteurs : on peut déceler des relations très rapprochées, peu rapprochées ou encore des relations faibles ou quasiment absentes entre les acteurs partenaires.

La prise en compte de ces variables nous donne la latitude d'interpréter comme suit le *mapping* visualisé :

- La volonté politique : le *mapping* visualisé montre des avancées timides de la volonté politique des plus hautes autorités de l'Etat. Les décisions présidentielles ne vont pas jusqu'au bout. Il n'y a pas, par exemple, annonce de quotas pour les femmes au niveau parlementaire et communal. A titre indicatif, l'annonce, en Novembre 2008, de réformes allant dans le sens d'une meilleure participation des femmes à la vie politique, ne s'est pas accompagnée de mesures concrètes, tels que les quotas.
- Le ministère en charge de la condition féminine n'a pas évolué de la même manière, en amont et en aval, dans le sens où il est demeuré, depuis sa création en 2002, « ministère délégué ». Son influence sur le Gouvernement et les autres départements ne se fait pas sentir assez. Cependant, il a vu ses missions s'élargir grâce, notamment, aux nouveaux mécanismes placés sous sa tutelle (i.e. : la commission femme et famille).
- Le Parlement : le multipartisme en Algérie se fait de plus en plus manifester au niveau du Parlement qui demeure à majorité FLN et RND. Malgré le discours positif des deux partis majoritaires, les actions en faveur d'une égalité effective en politique sont rares. Cela est visible au niveau de la représentation des femmes dans les deux chambres, au niveau des commissions et des groupes parlementaires, mais également au niveau de la législation, la promulgation de nouveaux textes en faveur de l'égalité des sexes.
- Les partis politiques : Les actions des partis politiques en faveur de l'égalité politique varient entre l'introduction des quotas et leur rejet, le classement éligible sur les listes électorales... Les partis politiques majoritaires soutiennent, -dans leur discours la participation des femmes en politique ; dans les faits, ils ne prennent pas de mesures

concrètes débouchant sur un changement palpable. Cependant, le Parti des Travailleurs (PTT) qui rejette expressément les quotas prend des mesures pour propulser les femmes en politique avec des résultats significatifs.

- Les conseils municipaux (communes) : Ils ont un rôle important dans l'initiation des femmes à la participation politique. Les taux actuels de présence des femmes dans les communes reflètent le peu d'intérêt accordé par les partis politiques à intégrer les femmes dans la gestion des affaires communales. Cependant, l'activisme des femmes algériennes et leur militantisme a permis à certaines d'entre elles de braver les obstacles et les barrières pour se frayer un chemin vers les communes et même vers la présidence des communes et de quelques commissions communales.
- Les structures religieuses : Le ministère des affaires religieuses est considéré comme acteur clé dans la mesure où il intervient pour soutenir la politique gouvernementale vis-à-vis de l'intégration de la femme dans le processus de développement. Cette action est cependant contrecarrée par les courants islamistes « latents » qui s'opposent à la pleine participation des femmes en les cantonnant dans leur rôle familial.
- Les ONG : elles ont des attitudes différentes en termes de plaidoyer pour une meilleure participation politique des Algériennes, selon les relations qu'elles entretiennent avec le Gouvernement. Les ONG pro-gouvernementales ne bougent pas assez pour relever la représentation des femmes ou pour revendiquer des droits plus avant-gardistes. Les ONG dites « démocratiques » à l'image du CIDDEF et de *Rachda* prennent des initiatives (i.e. : l'étude comparative du CIDDEF, le mémorandum au Président de la République, les campagnes de *Rachda*, la formation aux candidates). Leurs revendications, même si elles n'aboutissent pas nécessairement dans le court terme, servent à donner un sens et une âme au militantisme féminin.
- Bailleurs de fonds : Devant le blocus dont souffre et se plaint la majorité des bailleurs de fonds rencontrés lors de la mission de l'équipe en Algérie, certains bailleurs ont pu dépasser cet état de fait pour travailler sur le genre mais à petits pas (i.e. : le PNUD) ; certains autres se retrouvent inactifs du fait du blocus (Fondation Ebert). Malgré le soutien apporté par certaines agences (UNFPA) au ministère de la condition féminine, les actions entreprises ne parviennent pas à introduire le changement escompté.
- Chercheurs/centres de recherche : le CIDDEF, qui a un statut d'ONG, ne peut prétendre à un rôle d'acteur efficace pour le changement ; en effet, le centre dispose de petits moyens matériels, financiers et humains et son rayonnement se cantonne à une certaine catégorie d'acteurs œuvrant pour la cause des femmes. C'est ce qui explique l'impact peu percutant de ses initiatives et de son plaidoyer malgré leur importance du point de vue changement de la situation des femmes.
- Les médias : le Ministère de la condition de la femme a relevé, depuis sa création l'importance du rôle dévolu aux médias dans l'œuvre d'intégration du genre qu'il a initiée en partenariat avec les partenaires internationaux. Les médias ont été associés dans la stratégie de lutte contre la violence fondée sur le genre. Cependant, il n'y a pas eu une évaluation de l'implication des médias dans cette stratégie. Jusque là, les médias algériens n'ont pas été entreprenants pour appuyer la présence des femmes en politique.